Pas d'aide au Liban sans réformes, répète pour la énième fois le FMI

Rares sont les voix dans le pays qui jugent la classe politique encore capable de répondre aux exigences de l'organisation internationale.

OLJ / Par Philippe HAGE BOUTROS

La double explosion qui a littéralement fait voler en éclats une importante partie de Beyrouth il y a une semaine, faisant 158 morts et 6 000 blessés selon le dernier bilan provisoire, ne permettra pas à la classe politique d'obtenir une assistance financière du Fonds monétaire international (FMI) sans engagement ferme et concret concernant les réformes inlassablement réclamées par l'organisation depuis au moins le début des négociations en mai. C'est en substance le message qu'a une nouvelle fois délivré dimanche soir – après l'avoir souligné une première fois après la catastrophe vendredi – la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, lors de la visioconférence entre pays amis du Liban organisée à l'initiative de la France, pour fournir une assistance d'urgence.

Si la réunion a débouché sur la confirmation d'engagements totalisant 252,7 millions d'euros (297,36 millions de dollars) pour subvenir aux besoins immédiats de la population, la dirigeante a assuré que des « milliards de dollars » supplémentaires pourront être débloqués « au profit du peuple libanais » une fois que les réformes identifiées auront commencé à être mises en œuvre. « Le moment est venu pour les décideurs politiques du pays d'agir de manière décisive. Nous sommes prêts à aider », a conclu Kristalina Georgieva, alors que le gouvernement, en place depuis janvier, a jeté l'éponge hier et que plusieurs députés ont également démissionné au cours des derniers jours.

Crise de confiance

La directrice du FMI a en outre une nouvelle fois rappelé les principaux axes de réformes qui doivent être lancées afin de convaincre l'organisation de débloquer son assistance, à savoir : la restructuration de la dette (qui dépasse 93 milliards de dollars, pour un ratio de plus de 180 % du PIB, selon le FMI); l'assainissement des finances publiques (le pays n'a jamais réussi à adopter un budget à l'équilibre) ; l'adoption d'une loi de contrôle des capitaux qui réglemente les restrictions illégales imposées par les banques de façon totalement discrétionnaire aux déposants depuis près d'un an ; la restructuration des entreprises publiques (télécoms, électricité) dont la gestion est opaque, peu rentable, voire déficitaire ; et, enfin, la mise en place d'un filet de protection sociale pour les plus démunis. Ces réformes sont également réclamées par les pays et les organisations qui soutiennent le Liban, notamment ceux qui ont participé à la conférence de Paris d'avril 2018 (la CEDRE) au cours de laquelle plus de 11 milliards de dollars de prêts et dons ont été réservés, pour réhabiliter les infrastructures du pays. Cette enveloppe n'a toujours pas été débloquée, faute de réformes. Si Kristalina Georgieva a continué, dans son discours, de s'adresser à la classe politique libanaise, beaucoup d'acteurs de la société ne croient pas le système actuel capable de répondre aux défis auxquels le pays fait face. « Le Liban est à un tournant décisif de son histoire et a aujourd'hui besoin d'un nouveau pacte politique et social. Les forces politiques actuelles n'ont pas réussi à mener le pays sur la voie d'un développement viable. Les promesses d'un gouvernement d'union nationale n'y changeront rien », a jugé le président du Conseil économique et social, Charles Arbid, contacté par L'Orient-Le Jour. « Les forces politiques ont perdu la confiance de la population mais ont encore des supporters malgré la tragédie qui a frappé Beyrouth et la crise économique et financière qui dure depuis près d'un an. Ils ne seront pas capables de répondre aux exigences du FMI. Le Liban a besoin d'une nouvelle formule pour les 25 à 50 ans à venir, qui permette à de nouvelles têtes d'obtenir la confiance de la population pour diriger le pays sereinement », a-t-il ajouté. Le président du Rassemblement des dirigeants et chefs d'entreprise libanais dans le monde (RDCL World), Fouad Zmokhol, a, lui, appelé, de facon plus catégorique, à un changement de « toute la classe politique et des partis, qui sont exactement les mêmes qui ont détruit le pays pendant la guerre civile de 1975-1990 ». Des propos qu'il avait déjà tenus ce week-end dans les médias. Le RDCL local (une entité distincte du RDCL World et qui est dirigée par Fouad Rahmé) avait pour sa part appelé à la démission du gouvernement, dès samedi, dans un communiqué.

Pas de progrès

Alors que le Liban traverse une crise économique et financière de grande ampleur depuis août dernier, dont les conséquences ont été accentuées par le confinement lié au Covid-19, les discussions entre le Liban et le FMI n'ont presque pas progressé, malgré 17 réunions organisées depuis leur lancement officiel le 13 mai. La dernière réunion a eu lieu le 10 juillet. Les différentes parties prenantes libanaises ne parviennent à s'entendre ni sur le montant des pertes à prendre en compte comme base de travail, et encore moins sur les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. D'un côté, les banques et la Banque du Liban (BDL) – soutenues par une partie des parlementaires et des grands déposants – ne veulent pas assumer la totalité des pertes qui leur sont attribuées par le plan de redressement du gouvernement, élaboré avec l'aide du cabinet de conseil international Lazard et qui sert de base aux discussions. De l'autre, l'exécutif – désormais démissionnaire – a refusé de revenir sur son approche de l'évaluation des pertes (de l'État, des banques et de la BDL), qui s'élèvent à 241 000 milliards de livres libanaises, soit 69 milliards de dollars selon un taux de change à 3 500 livres libanaises pour un dollar (la livre se déprécie continuellement depuis fin août dernier). Le FMI a estimé à plusieurs reprises que ces chiffres se rapprochaient le plus de la réalité.

Selon une source proche de l'exécutif, la démission du gouvernement ne conduira pas automatiquement à une rupture du contrat avec les deux cabinets recrutés en février (Cleary Gottlieb Steen & Hamilton LLP pour le côté légal, et Lazard pour le volet financier) pour épauler l'exécutif dans le processus de restructuration de la dette. « Il y a une continuité de l'État, donc ce n'est pas totalement certain que le contrat soit résilié. Mais cela reste une situation inédite », a encore noté la source.

Outre le débat sur les chiffres, les deux camps s'opposent notamment sur la question du contrôle des capitaux (refusée entre autres par le président du Parlement Nabih Berry) ou encore le lancement d'un audit juricomptable (forensic audit) des comptes de la BDL, dont l'objectif serait de reconstituer le cheminement de certaines transactions inscrites à ses bilans. Hier, certaines informations semblaient indiquer que l'exécutif avait donné, avant sa démission, son feu vert définitif à la signature du contrat avec la société Alvarez & Marsal, choisie courant juillet pour participer à ce volet de l'audit – aux côtés de KPMG pour l'aspect comptable et d'Oliver Wyman pour son expertise dans le domaine des banques centrales. Mais cette information n'a pour l'instant pas pu être formellement confirmée.

Les banques et leurs alliés refusent enfin que le gouvernement fasse défaut sur sa dette en livres – comme le recommande le FMI – et souhaite que l'État les laisse gérer, à travers un fonds dédié, environ 40 milliards de dollars d'actifs pour éponger les pertes.